

Charte mondiale des médias libres

Nous, communicant(e)s et activistes, engagé(e)s dans de multiples pratiques de communication émancipatrices à travers différentes régions du monde, librement réuni(e)s en mars 2015 à Tunis, à l'occasion du **4e Forum mondial des médias libres**, organisé dans le cadre du Forum social mondial 2015,

Adoptons la présente **Charte mondiale des médias libres**, comme le résultat de notre réflexion collective initiée en 2013, et comme l'expression de notre parole de résistance et d'engagement en faveur d'une communication juste et émancipatrice, en prise avec les évolutions du monde et de notre Humanité.



Signature de la charte, Tunis, 28 mars 2015. Photo Midia Ninja

Nous sommes des femmes et des hommes communicant(e)s, activistes, journalistes, hackers, médias communautaires, médias associatifs ou libres, mouvements sociaux ou organisations populaires.

Nous sommes blogueuses et blogueurs, producteurs/trices audiovisuel(le)s, développeurs de technologie libre, associations, réseaux, syndicats, écoles de formation des journalistes, centres de recherche sur l'information et la communication, ou ONG de soutien pour l'accès à l'information et à la communication.

Nous sommes des individus et des collectifs, professionnels, amateurs, passionnés, participant à la démocratisation de la communication depuis le niveau local jusqu'au niveau global, affirmant que cette démocratisation et que le droit à communiquer pour toutes et pour tous sont une condition essentielle pour la construction d'un monde juste et durable.

Depuis le début des mouvements de lutte altermondialistes, nous avons travaillé main dans la main pour créer un espace d'expression pour les mouvements sociaux. Le Forum social mondial (FSM), qui comprend les forums thématiques et régionaux organisés dans le monde entier depuis 2001, fonctionne comme un espace de convergence et de coopération relayées par les médias libres. Notre réseau d'activistes est apparu au sein de cette dynamique et s'est transformé en un mouvement structuré en faveur de la liberté d'expression et de la lutte pour une autre forme de communication. Nous continuerons à coopérer avec d'autres mouvements, contribuerons à faire de la communication une question politique portée par tous, en vue de transformer le système mondial de communication.

Nous pratiquons de nouvelles formes de communication humaine, interculturelles, horizontales, non-violentes, ouvertes, décentralisées, transparentes, inclusives et partagées, à travers des outils et des formes d'expression multiples (radio, télévision, audiovisuel, presse, Internet, etc.), en expérimentant de nouveaux modes d'organisation et de production de l'information. Nos sources de financement, lorsqu'elles existent, ne conditionnent pas notre mode de communication et nos projets éditoriaux.

Nous sommes conscients que le terme de « médias libres » renvoie à des interprétations différentes dans nos diverses réalités linguistiques et culturelles. Nous l'avons choisi avant tout pour nous rassembler autour de pratiques communes fondées sur la recherche de l'autonomie vis-à-vis des logiques commerciales ou étatiques, sur la lutte contre toute forme de domination et sur la volonté de garantir des espaces d'expression ouverts. Nous souhaitons construire des modèles économiques solidaires et durables.

Le dialogue de nos diversités nous a appris à mieux connaître nos forces, nos contradictions, notre éthique commune, nos sensibilités, nos pratiques et notre volonté de lutte et d'indépendance. Les rencontres organisées depuis 2013 nous ont permis d'élaborer des principes d'action et un horizon stratégique communs.

Cette Charte marque autant l'aboutissement du processus qu'un nouveau point de départ pour poursuivre la construction d'un mouvement émancipateur des acteurs de l'information, de la communication et de leurs technologies.

Nous avons besoin plus que jamais d'une communication contre-hégémonique, plurielle et engagée

Nous constatons que **la production de connaissances et la diffusion des informations par les médias hégémoniques sont subordonnées aux pouvoirs politiques et économiques**. Les médias commerciaux reproduisent un système de valeurs et de compréhension du monde en décalage croissant avec les besoins réels des sociétés et exclue des groupes sociaux déjà marginalisés. Durant les vingt dernières années, avec la concentration des médias et le développement transnational des réseaux de télécommunications dans toutes les régions du monde, le pouvoir des acteurs traditionnels de la communication s'est amplifié. Les grands médias sont devenus des vecteurs hégémoniques de construction du sens, des subjectivités et de l'opinion publique. Ils installent une logique de marchandisation de la culture et du langage et peuvent devenir des facteurs de déstabilisation dans différentes régions du monde.

Plus profondément encore, **nous percevons que les modes de communication des médias hégémoniques contribuent à exacerber les problèmes** que le monde traverse actuellement sur le plan culturel et politique. Ils homogénéisent et monopolisent là où il faudrait valoriser la diversité, favoriser la participation, la collaboration pour une co-construction des connaissances et de la compréhension du monde. Ils s'organisent autour de l'événementiel, de l'intérêt particulier et de la valeur commerciale, là où il faudrait comprendre les processus sociaux dans leur temporalité et leur profondeur, promouvoir l'intérêt général et la valeur sociale.

Nous bâtissons une communication inclusive, plurielle et transformatrice

Face à ce système hégémonique de communication, les activistes de la communication et les acteurs de la société civile ont recouru historiquement et continuent à recourir à des médias libres dans leur combat pour la démocratie réelle et la justice sociale. Ces médias font parler d'autres voix et s'opposent à l'hégémonie des discours en utilisant des canaux non commerciaux et non gouvernementaux (telles que les radios communautaires, les chaînes de télévision indépendantes, les journaux, les blogs et les réseaux sociaux, la musique, l'art de rue, etc.).

Avec le saut en avant des nouvelles technologies de l'information et de la communication, principalement Internet, **nous vivons ces dernières années l'émergence de nouvelles potentialités de partage et de diffusion des connaissances dans quasiment tous les pays du monde**. Les groupes de plus en plus nombreux défendant les médias libres et leur interconnexion croissante renforcent notre désir et notre capacité à travailler ensemble au-delà des frontières et des formes d'expression médiatique.

Nous constatons que la société civile s'approprie ces nouvelles technologies pour créer notamment des radios et télévisions indépendantes sur Internet, des blogs, des réseaux sociaux, des plate-formes de partage de fichiers audio et vidéo, des journaux et des magazines numériques. Les techno-activistes développent des logiciels libres et des interfaces web, véritables alternatives aux logiciels et aux services commerciaux.

Nous affirmons des principes communs pour guider notre action et promouvoir les médias libres dans nos sociétés

Reconnaissant les déclarations internationales, les chartes et les textes de référence concernant la communication, dont l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948) concernant la liberté d'expression, ainsi que les différentes déclarations des mouvements sociaux sur la droit à la communication adoptées lors des forums sociaux mondiaux,

1. Nous affirmons que la liberté d'expression pour toutes et tous, le droit à l'information et à la communication et l'accès libre à la connaissance sont des droits humains

fondamentaux. Le droit à communiquer procède d'abord de notre Humanité et de notre aptitude à faire communauté. Les femmes et les hommes ont toujours cherché des façons d'informer de manière libre et indépendante, quelle que soit la situation de domination historique que les groupes dominants ont exercé sur les moyens d'information dans nos sociétés.

2. Nous affirmons que démocratiser l'information et la communication est une condition fondamentale pour la participation et l'exercice de la démocratie. La redistribution de la parole, la communication et notre action en tant que médias libres ne doivent pas être limitées à des questions techniques ou instrumentales. Fondamentales aussi bien pour nos mouvements que pour l'ensemble de la société, elles sont avant tout une question politique.

3. Nous affirmons que l'information et la communication sont essentielles aux mobilisations et aux luttes pour le respect des droits humains.

4. Nous affirmons que l'information et les canaux de communication sont des biens communs. Leur usage et leur gestion doivent être fondés sur la recherche de l'intérêt général et de la pluralité, en ayant pour priorité d'encourager la participation populaire. Cela implique de sortir des schémas issus de l'idéologie de marché et de reconnaître de nouveaux secteurs de la communication au-delà des secteurs privé et public.

Nous assumons pleinement notre rôle de médias libres en affirmant nos particularités et nos responsabilités

L'action des médias libres se fonde sur la recherche d'indépendance vis-à-vis du contrôle exercé par l'État, les pouvoirs économiques, politiques, idéologiques, religieux et les grands groupes de communication. Nous nous démarquons des logiques de profit et de marché qui caractérisent les médias hégémoniques.

Nous voulons être solidaires des transitions sociales, économiques, écologiques, démocratiques à l'œuvre dans différentes régions du monde. Nos luttes constituent un apport essentiel pour les droits humains et les luttes contre la colonisation, l'occupation, le patriarcat, le sexisme, le racisme, contre le néolibéralisme et toutes les formes d'oppression et de fondamentalisme. Nous nous mobilisons contre les violences sur Internet et dans les médias, et notamment contre les violences fondées sur le genre et vis-à-vis des minorités sexuelles.

Nos modes de communication privilégient la valorisation de la diversité des expressions et des compréhensions du monde, la tolérance, la distribution de la parole et du pouvoir. Nous promovons la participation sociale, la coopération et le partage de l'information dans les différents médias et par les producteurs d'information.

Nous luttons contre tous les discours de haine, d'intolérance et de violence.

Nous mettons en avant d'autres manières de vivre, d'autres représentations du monde et nous encourageons de nouvelles formes de participation et d'engagement politique. Les médias libres visent à former les femmes et les hommes à un usage et une lecture critiques des médias, dans une perspective d'éducation populaire.

Nous assumons le devoir de contribuer au rééquilibrage des flux d'informations entre tous les pays du monde, et au sein des pays eux-mêmes, en créant des espaces publics démocratiques qui incarnent une éthique de l'information respectueuse de la vie privée.

Nous savons combien il est important de respecter les cultures, les mémoires, les histoires et les identités des peuples. Notre action permet de faire entendre à travers la société les intérêts, les voix et les actions de peuples autochtones, de minorités discriminées et de groupes sociaux opprimés à cause de leur religion, de leur identité, de leur orientation sexuelle, de leur classe, de leur situation d'handicap, de leur ethnie ou de leur langue.

Les contenus que nous véhiculons mettent en valeur la diversité des imaginaires, des identités et des expressions culturelles, en opposition au renforcement des normes esthétiques et des comportements genrés imposés aux peuples. Nous ne donnerons d'espace à aucune forme de discrimination ou d'oppression de genre, ni d'une quelconque minorité, dans le monde.

Dans un contexte de convergence, nos médias libres travaillent pour la souveraineté technologique. Ils refusent la marchandisation des identités numériques et promeuvent le partage des connaissances à travers l'usage de licences libres et des standards ouverts.

Nous revendiquons une transformation des systèmes de communication et nous nous engageons

Nos axes stratégiques et nos priorités sont les suivants :

- 1. Affirmer le droit à la communication** comme un droit fondamental.
- 2. Défendre Internet** comme un bien commun.
- 3. Développer des cadres de régulation démocratiques** par la mise en place d'organes/agences indépendant(e)s, notamment contre l'hyper-concentration des médias.
- 4. Appuyer et inciter au développement** des médias communautaires et associatifs, en réservant et en attribuant des fréquences dédiées au secteur social.
- 5. Renforcer l'indépendance des services publics de diffusion (ou médias publics)** vis-à-vis des gouvernements et des marchés.
- 6. Encourager l'utilisation des langues et dialectes au sein des divers espaces d'expression médiatique**, en portant une attention particulière aux langues minoritaires.
- 7. Revendiquer la mise en place de politiques publiques** visant à renforcer les médias libres, leur qualité et leur durabilité.
- 8. Refuser le monopole des infrastructures d'Internet**, l'accaparement des données par des corporations, la surveillance du cyberspace.
- 9. Mettre en place une gouvernance démocratique d'Internet** incluant la garantie de neutralité du réseau, le droit à la vie privée et la liberté d'expression sur les réseaux.
- 10. Faciliter l'accès aux technologies libres et ouvertes.**
- 11. Universaliser l'accès aux moyens de communication** et à Internet à large bande.
- 12. Lutter contre la criminalisation des militants** et des organisations qui mettent en place des médias libres.
- 13. Protéger les journalistes et tous les acteurs de la communication soumis à des violences**, des persécutions ou à l'exploitation.
- 14. Mobiliser et créer des liens entre différents médias en relation avec les mouvements sociaux**, notamment dans le cadre du processus du Forum social mondial.

Nous appelons à la mobilisation et à l'articulation d'actions liées à cette charte

- **Utiliser la Charte pour construire des plaidoyers** en faveur des médias libres, au niveau national, régional et international.
- **Concevoir la charte comme un outil pédagogique et d'apprentissage**, en organisant notamment des débats et des forums de discussion sur les médias et Internet libres.
- **Construire des partenariats avec d'autres secteurs sociaux et acteurs internationaux** pour la promotion et la défense des principes énoncés ci-dessus.
- **Réaliser une cartographie des médias libres**, afin de permettre différentes initiatives de partage d'informations et d'expériences, sur le principe de libre participation et dans le respect du droit à l'anonymat.
- **Décliner la Charte pour générer des instruments**, des outils ou mécanismes au niveau thématique ou régional.
- **Promouvoir les principes de la Charte au sein des médias libres dans chaque région du monde** et à l'occasion d'événements internationaux intergouvernementaux ou émanant de la société civile.

Nous, médias libres, sommes conscients de notre force et du rôle crucial que nous avons à jouer et nous engageons, ici et maintenant, à lutter pour les principes et les engagements énoncés ci-dessus, jusqu'à ce qu'ils deviennent réalité.